

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/31771]

23 NOVEMBRE 2017. — Arrêté 2017/165 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux projets particuliers et innovants, aux labels et aux associations reconnues, mettant en œuvre les sections 3 et 4 du chapitre 7 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 32, 96 à 101;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes du 27 avril 2017;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation des personnes handicapées du 27 avril 2017;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le 5 juillet 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 avril 2017;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 7 septembre 2017;

Vu l'avis n° 62.204/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;

2° le Service PHARE : le Service Personne Handicapée Autonomie Recherchée, visé à l'article 2, 9° du décret visé sous 1°;

3° le Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, section Personnes handicapées, visé à l'article 2, 10° du décret visé sous 1°;

4° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

5° le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;

6° la personne handicapée : la personne définie à l'article 2, 2° du décret visé sous 1°;

7° l'asbl : l'association sans but lucratif, visée par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes;

8° la fondation : la fondation d'utilité publique ou privée, visée par la même loi;

9° l'organisation : tout acteur privé ou public;

10° l'association : le centre, le service, l'association, le logement et l'entreprise agréés dans le cadre du décret visé sous 1°;

11° l'Arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle, tel que modifié.

Art. 3. Une asbl, une fondation, une association ou une organisation bénéficiaire des dispositions du présent arrêté ne peut :

1° être redevable d'arriérés d'impôts ou de cotisations à percevoir par l'organisme chargé de la perception des cotisations de sécurité sociale;

2° faire l'objet d'une condamnation pénale en tant que personne morale ou en sa qualité d'employeur;

3° compter, parmi les personnes habilitées à l'engager ou à la représenter, des personnes qui sont privées de l'exercice de leurs droits civiques et politiques.

CHAPITRE 2. — Projets particuliers ou innovants en matière d'inclusion de la personne handicapée

Section 1^{re}. — Projets particuliers de courte durée

Art. 4. En application de l'article 96 du décret, une asbl ou une fondation peut introduire une demande de subvention pour un projet particulier d'une durée maximum d'un an en matière d'inclusion de la personne handicapée.

Ce projet a pour objectif, soit :

1° de sensibiliser et d'informer, notamment par la réalisation d'études ou de recherches;

2° d'apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés;

3° d'améliorer l'offre existante.

Ce projet ne correspond à aucune autre possibilité d'agrément prévue par le décret et organisée par l'un de ses arrêtés d'application.

S'il a pour objectif d'apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés ou d'améliorer l'offre existante, il se développe principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. La demande visée à l'article 4 doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être introduite auprès du Service PHARE au moins trois mois avant le début de la période d'activité subventionnée au moyen du formulaire fixé par le Service PHARE. Ce formulaire précise au minimum l'identité du demandeur, l'objet de la demande, la description du projet, le public auquel il est destiné, les modalités d'évaluation du projet qui prévoient la participation des bénéficiaires;
- 2° être signée par la (ou les) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl ou la fondation;
- 3° être accompagnée des documents et éléments suivants :
 - a) le budget prévisionnel de l'asbl ou de la fondation,
 - b) le budget du projet, en tenant compte des autres sources de financement éventuelles,
 - c) le dernier rapport annuel d'activités,
 - d) les derniers comptes et bilan et la preuve de leur dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique ou du greffe du Tribunal du commerce,
 - e) un relevé d'identité bancaire,
 - f) le nom de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl ou la fondation et la preuve de sa (leur) désignation conformément aux dispositions statutaires,
 - g) le nom de la personne de contact pour le projet,
 - h) l'engagement de ne pas faire l'objet d'une disposition visée à l'article 3,
 - i) tout autre document demandé par le Service PHARE en vue de démontrer le respect des conditions d'octroi de subventions.

Art. 6. Le Service PHARE accuse réception de la demande et en informe le Membre du Collège.

Quand la demande est complète, le Service PHARE l'instruit et transmet celle-ci et son avis au Membre du Collège dans les 45 jours de la réception de la demande.

Art. 7. L'octroi d'une subvention fait l'objet d'une décision du Collège.

Cette décision précise :

- 1° la nature du projet subventionné;
- 2° le montant de la subvention;
- 3° les tranches de la subvention et les modalités de leur liquidation;
- 4° la période d'activité subventionnée;
- 5° les modalités d'évaluation du projet;
- 6° les frais éligibles, tant en frais de personnel qu'en frais généraux.

Le Service PHARE envoie au demandeur une copie de la décision du Collège, accompagnée des instructions pratiques relatives à l'octroi de la subvention.

Section 2. — Projets innovants

Art. 8. En application de l'article 97 du décret, une association peut introduire une demande de subvention pour un projet innovant d'une durée de trois ans. Ce projet ne correspond à aucune autre possibilité d'agrément prévue par le décret et organisée par l'un de ses arrêtés d'application.

Le projet se développe principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 9. La demande visée à l'article 8 doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être introduite auprès du Service PHARE au moins trois mois avant le début de la période d'activité subventionnée au moyen du formulaire fixé par le Service PHARE. Ce formulaire précise au minimum l'identité du demandeur, l'objet de la demande, la description du projet, le public auquel il est destiné, les modalités d'évaluation du projet qui prévoient la participation des bénéficiaires;
- 2° être signée par la (ou les) personne(s) habilitée(s) à représenter l'association;
- 3° être accompagnée des documents et éléments suivants :
 - a) pour les trois années de mise en œuvre du projet, les budgets du projet, ainsi que pour la première année du projet, le budget de l'association,
 - b) l'engagement de transmettre au Service PHARE pour chaque membre du personnel subventionné la copie de son contrat de travail,
 - c) l'engagement de demander avant l'engagement d'un membre du personnel, un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction et dont le contenu atteste de l'absence de toute condamnation incompatible avec la fonction exercée; ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel,
 - d) le nom de la personne de contact pour le projet,
 - e) l'engagement de ne pas faire l'objet d'une disposition visée à l'article 3,
 - f) tout autre document demandé par le Service PHARE en vue de démontrer le respect des conditions d'octroi de subventions;

Art. 10. Le Service PHARE accuse réception de la demande et en informe le Membre du Collège.

Quand la demande est complète, le Service PHARE l'instruit et transmet celle-ci et son avis au Membre du Collège dans les 45 jours de la réception de la demande.

Art. 11. L'octroi d'une subvention fait l'objet d'une décision du Collège.

Cette décision précise :

- 1° la nature du projet subventionné;
- 2° le montant de la subvention;

- 3° les tranches de la subvention et les modalités de leur liquidation;
- 4° la période d'activité subventionnée;
- 5° les modalités d'évaluation du projet;
- 6° les frais éligibles, tant en frais de personnel qu'en frais généraux;
- 7° en fonction de la nature du projet, le suivi éventuel par un comité d'accompagnement composé de représentants du Membre du Collège, du Service PHARE, du Conseil consultatif et du demandeur, ainsi que d'experts.

Le Service PHARE envoie au demandeur une copie de la décision du Collège, accompagnée des instructions pratiques relatives à l'octroi de la subvention.

Art. 12. Pour déterminer la part éventuelle de la subvention relative au personnel engagé dans le cadre d'un projet, il est fait application des fonctions, barèmes, charges et avantages fixés dans l'arrêté NM.

Si le projet intègre des fonctions qui ne sont pas reprises au sein de ces dispositions, le Service PHARE les assimile aux fonctions les plus proches dans le respect des exigences de diplômes.

Section 3. — Projets particuliers agréés

Art. 13. En application de l'article 99 du décret, une asbl peut introduire une demande d'agrément et de subvention d'une durée maximum de cinq ans pour un projet particulier d'inclusion de la personne handicapée. Ce projet a pour objectif soit d'apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés, soit d'améliorer l'offre existante.

Le projet se développe principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'asbl a bénéficié pour le même objet d'une subvention accordée en application des articles 96 ou 97 du décret au cours de chacune des 2 années qui précèdent la période d'activité envisagée.

Art. 14. La demande visée à l'article 13 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être introduite auprès du Service PHARE au moins six mois avant le début de la période d'activité subventionnée au moyen du formulaire fixé par le Service PHARE. Ce formulaire précise au minimum l'identité du demandeur, l'objet de la demande, la description du projet, le public auquel il est destiné, la durée de l'agrément sollicité, les modalités d'évaluation du projet qui prévoient la participation des bénéficiaires;

2° être signée par la (ou les) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl;

3° être accompagnée des documents et éléments suivants :

a) pour la période du projet, les budgets prévisionnels du projet, ainsi que pour la première année du projet, le budget de l'asbl,

b) le dernier rapport annuel d'activités,

c) les derniers comptes et bilan et la preuve de leur dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique ou du greffe du Tribunal du commerce,

d) un relevé d'identité bancaire,

e) le nom de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl et la preuve de sa (leur) désignation conformément aux dispositions statutaires,

f) le nom de la personne de contact pour le projet,

g) l'engagement de ne pas faire l'objet d'une disposition visée à l'article 3,

h) l'engagement d'assurer l'accessibilité de l'activité au public accueilli,

i) l'engagement de transmettre au Service PHARE pour chaque membre du personnel subventionné la copie de son contrat de travail,

j) l'engagement de demander avant l'engagement d'un membre du personnel, un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction et dont le contenu atteste de l'absence de toute condamnation incompatible avec la fonction exercée; ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel,

k) l'engagement d'informer dans les quinze jours le Service PHARE de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement,

l) l'engagement de se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;

m) tout autre document demandé par le Service PHARE en vue de démontrer le respect des conditions d'octroi de subventions;

Les associations sont dispensées de joindre les documents visés au point 3°, b) à e).

Art. 15. Le Service PHARE accuse réception de la demande et en informe le Membre du Collège.

Quand la demande est complète, le Service PHARE l'instruit et transmet celle-ci et son avis au Membre du Collège dans les 45 jours de la réception de la demande.

En application de l'article 99 du décret, la demande fait l'objet d'un avis du Conseil consultatif.

Art. 16. L'octroi d'un agrément et de subventions fait l'objet d'une décision du Collège.

La décision d'agrément et de subventions précise :

1° les conditions d'agrément,

2° la nature du projet, sa durée, ses objectifs et le public visé,

3° les modalités d'évaluation,

4° le suivi par un comité d'accompagnement composé de représentants du Membre du Collège, du Service PHARE, du Conseil consultatif et du demandeur, ainsi que d'experts.

5° l'équipe du personnel subventionnée, en nombre et en fonctions, dans le respect des dispositions de l'arrêté NM,

6° le montant annuel maximum des frais généraux subventionnés,

7° les frais éligibles, tant en frais de personnel qu'en frais généraux,

8° les modalités d'adaptation des subventions en fonction de l'évolution de l'index, des changements de personnel, de l'évolution de son ancienneté; ces modalités sont identiques à celles applicables aux centres, services et logements agréés dans le cadre du décret;

9° les modalités de liquidation et le contenu des dossiers justificatifs annuels de subventions,

10° les éventuels frais de participation des personnes handicapées.

Le Service PHARE envoie au demandeur une copie de la décision du Collège accompagnée des instructions pratiques relatives à l'agrément et à l'octroi de subventions.

Art. 17. En cours de projet, si les conditions d'agrément d'un projet ne sont pas respectées, le Service PHARE en informe l'asbl qui dispose d'un délai de trente jours, éventuellement renouvelable une fois moyennant justification, pour se mettre en ordre.

Si le Service PHARE constate qu'au-delà de ces délais, le manquement persiste, il en informe l'asbl et le Membre du Collège. Après avis du Conseil consultatif, le Membre du Collège établit une note au Collège, qui propose les mesures adéquates comme le retrait d'agrément et l'arrêt du subventionnement.

Le Service PHARE notifie la décision du Collège à l'asbl.

Art. 18. Si le projet intègre parmi l'équipe du personnel subventionné, des fonctions qui ne sont pas reprises dans les annexes de l'arrêté NM, le Service PHARE les assimile aux fonctions les plus proches dans le respect des exigences de diplômes.

Art. 19. La mention « projet agréé par la Commission communautaire française » figure dans les documents et publications de l'asbl chaque fois qu'ils concernent le projet agréé.

Section 4. — Dispositions communes

Art. 20. Les formulaires de demandes d'agrément et/ou de subvention d'un projet particulier ou innovant sont disponibles sur demande auprès du Service PHARE ainsi que sur son site internet.

Toute demande doit être envoyée au Service PHARE selon les modalités qu'il détermine en matière d'envoi postal, de dépôt ou d'envoi électronique.

Art. 21. Les décisions du Collège visées aux articles 7, 11 et 16 précisent si les personnes handicapées bénéficiaires doivent être admises au bénéfice des interventions des chapitres 4, 5 et 6 du décret et si elles doivent faire l'objet d'une décision de l'équipe pluridisciplinaire du Service PHARE telle que mise en place par l'article 12 du décret.

Art. 22. Chaque projet doit prévoir les modalités d'évaluation des actions réalisées en y incluant la participation des bénéficiaires.

Art. 23. Toute demande de reconduction de l'agrément et des subventions d'un projet introduit dans le cadre du chapitre II suit les mêmes formes et modalités que la demande initiale.

Art. 24. Chaque année, au plus tard pour le 30 avril, le Service PHARE communique au Conseil consultatif la liste des bénéficiaires des subventions accordées l'année précédente.

CHAPITRE 3. — Labels

Art. 25. En application de l'article 100 du décret, une organisation peut présenter sa candidature à l'octroi d'un label afin d'assurer la promotion de ses actions en faveur de l'inclusion des personnes handicapées.

A cette fin, elle répond à l'appel à candidatures du Collège établi en vertu de l'article 27. Sa demande est introduite auprès du Service PHARE sur le formulaire établi par ce dernier et permettant de vérifier si l'organisation respecte les conditions générales reprises à l'article 26 et les conditions particulières stipulées dans l'appel à candidatures.

Art. 26. L'organisation candidate à l'octroi d'un label doit remplir les conditions générales suivantes :

1° démontrer le caractère exemplaire de ses actions en matière d'inclusion des personnes handicapées;

2° développer ses activités principales sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° respecter les dispositions prévues à l'article 3 du présent arrêté;

4° ne pas se trouver en état de faillite, ni avoir demandé ou obtenu un concordat judiciaire, ni faire l'objet d'une action en dissolution ou être en état de liquidation.

Art. 27. Pour chaque label, le Collège détermine les conditions particulières d'octroi.

Ces conditions, accompagnées d'une date limite de dépôt des candidatures, sont en outre publiées sur le site internet et dans toute publication du Service PHARE.

Elles peuvent concerner :

1° la sélection, le recrutement et la gestion du personnel;

2° la mise en place d'aménagements raisonnables;

3° la communication interne et externe;

4° l'accessibilité;

5° les services offerts.

Art. 28. Un jury est constitué pour évaluer les candidatures. Il est composé d'un représentant du Membre du Collège, de trois représentants du Service PHARE, de trois représentants du Conseil consultatif désignés chacun en leur sein et, le cas échéant, d'experts. Le jury fixe son règlement d'ordre intérieur.

Les candidatures sont adressées au Service PHARE qui en accuse réception dans les quinze jours. Le Service PHARE transmet au Membre du Collège l'évaluation des candidatures réalisée par le jury.

Art. 29. L'octroi des labels fait l'objet d'une décision du Collège.

Le label est octroyé pour une durée de trois années civiles qui sont identifiées sur le modèle du label.

Le Service PHARE envoie au demandeur une copie de la décision du Collège accompagnée des modalités d'utilisation du label par l'organisation.

Ces modalités prévoient l'affichage du label à l'entrée et à l'intérieur du bâtiment de l'organisation, son insertion sur tout courrier, lettre électronique, site internet et intranet, document ou publication de l'organisation pendant la période fixée à l'article 29.

Art. 30. Le Collège retire le label :

1° s'il apparaît qu'il a été octroyé sur base d'une déclaration fautive ou inexacte;

2° lorsque sur la base d'un rapport motivé, le Service PHARE constate que l'une des conditions liées à son octroi ou à son utilisation n'est plus satisfaite. Ce rapport est communiqué à l'organisation qui dispose d'un délai de trente jours - éventuellement renouvelable une fois moyennant justification - pour se mettre en ordre. Si le Service PHARE constate qu'au-delà de ces délais, le manquement persiste, il en informe l'organisation et le Membre du Collège qui peut proposer au Collège le retrait du label.

Dès réception par l'organisation de la notification par le Service PHARE de la décision du Collège, l'organisation ne peut plus faire usage du label.

CHAPITRE 4. — Associations représentatives de personnes handicapées et de leur famille

Art. 31. En application de l'article 101 du décret, une asbl peut introduire une demande de reconnaissance en tant qu'association représentative des personnes handicapées et de leur famille.

Art. 32. L'asbl qui introduit une demande visée à l'article 31 doit remplir les conditions de reconnaissance suivantes :

1° avoir pour objet principal l'entraide, le soutien, le conseil, l'information et la défense des droits des personnes handicapées, la promotion de leurs droits à l'inclusion dans la société;

2° développer de manière régulière ses activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, principalement à l'intention du public visé par le décret et des aidants proches qui soutiennent les personnes handicapées;

3° avoir édité plusieurs fois par an sous un format adapté un bulletin de contact destiné aux membres au cours des trois dernières années;

4° gérer de manière actualisée un site internet d'information présentant les services et activités offerts à ses membres;

5° compter un nombre de membres en ordre d'inscription et, le cas échéant, de cotisation, domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale, supérieur à 50 pendant chacune des trois années précédant la demande de reconnaissance;

6° rédiger annuellement un rapport d'activités précisant la nature et la fréquence des activités, ainsi que le nombre de membres en indiquant leur répartition régionale sur la base de leur domicile.

Art. 33. La demande visée à l'article 31 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être introduite au moyen du formulaire fixé par le Service PHARE;

2° être signée par la (ou les) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl;

3° être accompagnée des documents suivants :

a) les rapports annuels des trois dernières années,

b) la preuve d'un nombre de membres en ordre d'inscription, et le cas échéant, de cotisation, domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale, supérieur à 50 pendant chacune des trois années précédant la demande de reconnaissance,

c) les bulletins de contact destinés aux membres envoyés au cours des trois dernières années;

d) le nom de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl et la preuve de sa (leur) désignation conformément aux dispositions statutaires;

e) tout autre document demandé par le Service PHARE en vue de démontrer le respect des conditions de reconnaissance.

Art. 34. Le formulaire de demande de reconnaissance est disponible sur demande auprès du Service PHARE ainsi que sur son site internet.

La demande est envoyée au Service PHARE selon les modalités qu'il détermine en matière d'envoi postal, de dépôt ou d'envoi électronique.

Art. 35. Le Service PHARE accuse réception de la demande dans les quinze jours de sa réception et indique à l'asbl si le dossier est complet.

Il instruit la demande qu'il transmet pour avis au Conseil consultatif.

La reconnaissance fait l'objet d'une décision du Collège.

Le Service PHARE envoie au demandeur une copie de la décision du Collège.

Art. 36. La reconnaissance d'une association représentative des personnes handicapées et de leur famille est accordée pour une durée de 7 ans à partir de la date de la décision du Collège.

Art. 37. Le Collège retire la reconnaissance :

1° s'il apparaît qu'elle a été accordée sur base d'une déclaration fautive ou inexacte;

2° lorsque sur base d'un rapport motivé, le Service PHARE constate que l'une des conditions de reconnaissance n'est plus satisfaite. Ce rapport est communiqué à l'asbl qui dispose d'un délai de 30 jours pour se mettre en ordre. Si le Service PHARE constate qu'au-delà de ce délai, le manquement persiste, il en informe l'asbl et le Membre du Collège qui peut proposer au Collège le retrait de la reconnaissance, après avis du Conseil consultatif.

Dès réception par l'asbl de la notification par le Service PHARE de la décision du Collège, l'asbl n'est plus reconnue en tant qu'association représentative de personnes handicapées.

CHAPITRE 5. — *Associations représentatives d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées*

Art. 38. En application de l'article 101 du décret, une asbl peut demander à être reconnue en tant qu'association représentative d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées.

Art. 39. L'asbl qui introduit une demande visée à l'article 38 doit remplir les conditions de reconnaissance suivantes :

1° avoir pour objet principal l'entraide, le soutien, le conseil, l'information et la défense des intérêts d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées;

2° développer de manière régulière ses activités à l'intention des associations;

3° gérer de manière actualisée un site internet d'information présentant son champ d'intervention et rassemblant des informations pratiques relatives à ses membres;

4° rédiger annuellement un rapport d'activités présentant la nature et la fréquence des activités, ainsi que le nombre de membres en indiquant leur répartition régionale sur la base de leur siège social;

5° compter un nombre d'associations en ordre d'inscription et, le cas échéant, de cotisation, et qui développent leurs activités principalement en Région de Bruxelles-Capitale, supérieur à 10 pendant chacune des trois dernières années précédant la demande de reconnaissance.

Art. 40. La demande visée à l'article 38 doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être introduite au moyen du formulaire fixé par le Service PHARE;

2° être signée par la (ou les) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl;

3° être accompagnée des documents suivants :

a) les rapports annuels des trois dernières années,

b) la preuve d'un nombre d'associations en ordre d'inscription et, le cas échéant, de cotisation, et qui développent leurs activités principalement en Région de Bruxelles-Capitale, supérieur à 10 pendant chacune des trois années précédant la demande de reconnaissance,

c) le nom de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à représenter l'asbl et la preuve de sa (leur) désignation conformément aux dispositions statutaires;

d) tout autre document demandé par le Service PHARE en vue de démontrer le respect des conditions de reconnaissance.

Art. 41. Le formulaire de demande de reconnaissance est disponible sur demande auprès du Service PHARE ainsi que sur son site internet.

La demande est envoyée au Service PHARE selon les modalités qu'il détermine en matière d'envoi postal, de dépôt ou d'envoi électronique.

Art. 42. Le Service PHARE accuse réception de la demande dans les quinze jours de sa réception et indique au demandeur si le dossier est complet.

Il instruit la demande qu'il transmet pour avis au Conseil consultatif.

La reconnaissance fait l'objet d'une décision du Collège.

Le Service PHARE envoie au demandeur une copie de la décision du Collège.

Art. 43. La reconnaissance d'une association représentative d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées est accordée pour une durée de 7 ans à partir de la date de la décision du Collège.

Art. 44. Le Collège retire la reconnaissance :

1° s'il apparaît qu'elle a été accordée sur base d'une déclaration fautive ou inexacte;

2° lorsque sur la base d'un rapport motivé, le Service PHARE constate que l'une des conditions de reconnaissance n'est plus satisfaite. Ce rapport est communiqué à l'asbl qui dispose d'un délai de 30 jours pour se mettre en ordre. Si le Service PHARE constate qu'au-delà de ce délai, le manquement persiste, il en informe l'asbl et le Membre du Collège qui peut proposer au Collège le retrait de la reconnaissance après avis du Conseil consultatif.

Dès réception par l'asbl de la notification par le Service PHARE de la décision du Collège, l'asbl n'est plus reconnue en tant qu'association représentative d'employeurs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées.

CHAPITRE 6. — *Dispositions transitoires*

Art. 45. Pour les demandes visées à l'article 13 du présent arrêté, leur délai d'introduction préalable au début de la période d'activité subventionnée est réduit à 3 mois si le début de l'activité est antérieur au 1^{er} juillet 2018.

Art. 46. Pour ces mêmes demandes, le fait d'avoir bénéficié avant le 1^{er} janvier 2018 et pour le même objet d'une subvention accordée par le Service PHARE pour une activité non agréée est assimilé à la condition reprise à l'article 13, alinéa 3, en fonction du nombre d'années considérées.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 47. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018 :

1° l'article 32 et les sections 3 et 4 du chapitre 7 du décret; 2° le présent arrêté.

Art. 48. Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 2017.

Pour le Collège :

La Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget,
F. LAANAN

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide
aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31771]

23 NOVEMBER 2017. — Besluit 2017/165 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende specifieke en innoverende projecten, labels en erkende verenigingen, houdende toepassing van de afdelingen 3 en 4 van hoofdstuk 7 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, de artikelen 32, 96 tot 101;

Gelet op het evaluatieverslag van 27 april 2017 over de gevolgen voor de respectieve situatie van vrouwen en mannen;

Gelet op het evaluatieverslag van 27 april 2017 over de gevolgen voor de situatie van personen met een handicap;

Gelet op het advies van de afdeling "Personen met een handicap" van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, gegeven op 5 juli 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 april 2017;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met de Begroting, gegeven op 7 september 2017;

Gelet op het advies nr. 62.204/4 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2017 bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het lid van het College bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Het besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van deze Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;

2° de dienst PHARE: de dienst 'Personne Handicapée Autonome Recherche', bedoeld in artikel 2, 9° van het decreet bedoeld onder 1°;

3° de Adviesraad: de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Volksgezondheid, afdeling "Gehandicapte personen", bedoeld in artikel 2, 10° van het decreet bedoeld onder 1°;

4° het College: het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

5° het lid van het College: het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap,

6° de persoon met een handicap: de persoon gedefinieerd in artikel 2, 2° van het decreet bedoeld onder 1°;

7° de vzw: de verenigingen zonder winstoogmerk, bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen;

8° de stichting: de stichting van openbaar nut of de private stichting, bedoeld in dezelfde wet;

9° de organisatie: iedere private of openbare actor;

10° de vereniging: het centrum, de dienst, de vereniging, de woning en de onderneming die erkend zijn in het kader van het decreet bedoeld onder 1°;

11° het NM-besluit: het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling, zoals gewijzigd.

Art. 3. Een vzw, stichting, vereniging of organisatie aan wie de bepalingen van dit artikel ten goede komen, mag geen/niet:

1° achterstallige belastingen verschuldigd zijn en mag geen achterstallige bijdragen verschuldigd zijn die worden geïnd door de instelling belast met de inning van de bijdragen voor sociale zekerheid;

2° veroordeeld zijn wegens misdaad of wanbedrijf als rechtspersoon of in de hoedanigheid van werkgever;

3° onder de personen die ertoe gemachtigd zijn om haar te verbinden of te vertegenwoordigen, personen tellen die uit hun burgerlijke en politieke rechten zijn ontzet.

BIJLAGE 2. — *Specifieke of innoverende projecten met betrekking tot de inclusie van personen met een handicap*

Afdeling 1. — Specifieke projecten van korte duur

Art. 4. Overeenkomstig artikel 96 van het decreet kan een vzw of een stichting een subsidieaanvraag indienen voor een specifiek project met een maximale duur van één jaar met betrekking tot de inclusie van personen met een handicap.

Dit project beoogt:

1° te sensibiliseren en informeren, onder meer door het uitvoeren van studies en onderzoeken, of;

2° tegemoet te komen aan nieuwe of niet-ingevulde behoeften, of;

3° het bestaande aanbod te verbeteren.

Dit project beantwoordt aan geen enkele andere mogelijkheid tot erkenning die wordt vastgesteld door het decreet en wordt georganiseerd door één van zijn uitvoeringsbesluiten.

Indien het project beoogt tegemoet te komen aan nieuwe of niet-ingevulde behoeften of het bestaande aanbod te verbeteren, dan moet het voornamelijk ontwikkeld worden op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde aanvraag moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

1° ten minste drie maanden vóór het begin van de gesubsidieerde activiteitsperiode met behulp van het door de dienst PHARE vastgestelde formulier ingediend worden bij de dienst PHARE. Dit formulier specificeert ten minste de identiteit van de aanvrager, het voorwerp van de aanvraag, de beschrijving van het project, het publiek waarvoor het bestemd is, de modaliteiten voor de evaluatie van het project die voorzien in de deelname van de begunstigden;

2° ondertekend worden door de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw of de stichting te vertegenwoordigen;

3° vergezeld gaan van de volgende documenten en elementen:

- a) de begroting van de vzw of de stichting,
- b) de begroting van het project, rekening houdend met de eventuele andere financieringsbronnen,
- c) het laatste jaarlijkse activiteitenverslag,
- d) de laatste rekeningen en balans en het bewijs van hun neerlegging bij de Nationale Bank van België en bij de griffie van de rechtbank van koophandel,
- e) een attest bevestiging bankidentiteit,
- f) de naam van de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw of de stichting te vertegenwoordigen en het bewijs dat hij of zij aangewezen is of zijn in overeenstemming met de statutaire bepalingen,
- g) de naam van de contactpersoon voor het project,
- h) de verbintenis om niet het voorwerp uit te maken van een bepaling bedoeld in artikel 3,
- i) ieder ander document dat door de dienst PHARE gevraagd wordt om aan te tonen dat aan de voorwaarden voor de toekenning van subsidies wordt voldaan.

Art. 6. De dienst PHARE bevestigt de ontvangst van de aanvraag en stelt het Lid van het College ervan in kennis.

Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt de dienst PHARE de aanvraag en bezorgt hij ze, binnen 45 dagen na de ontvangst ervan, samen met zijn advies aan het Lid van het College.

Art. 7. De toekenning van een subsidie is onderworpen aan een beslissing van het College.

Deze beslissing specificeert:

- 1° de aard van het gesubsidieerde project;
- 2° het bedrag van de subsidie;
- 3° de schijven van de subsidie en hun betalingsmodaliteiten;
- 4° de gesubsidieerde activiteitsperiode;
- 5° de modaliteiten inzake de evaluatie van het project;
- 6° de in aanmerking komende kosten, zowel wat personeelskosten als wat algemene kosten betreft.

De dienst PHARE stuurt een kopie van de beslissing van het College naar de aanvrager, vergezeld van de praktische instructies in verband met de toekenning van de subsidie.

Afdeling 2. — Innoverende projecten

Art. 8. Overeenkomstig artikel 97 van het decreet kan een vereniging een subsidieaanvraag indienen voor een innoverend project met een duur van drie jaar. Dit project beantwoordt aan geen enkele andere mogelijkheid tot erkenning die wordt vastgesteld door het decreet en wordt georganiseerd door één van zijn uitvoeringsbesluiten.

Het project wordt voornamelijk ontwikkeld op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Art. 9. De in artikel 8 bedoelde aanvraag moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

1° ten minste drie maanden vóór het begin van de gesubsidieerde activiteitsperiode met behulp van het door de dienst PHARE vastgestelde formulier ingediend worden bij de dienst PHARE. Dit formulier specificeert ten minste de identiteit van de aanvrager, het voorwerp van de aanvraag, de beschrijving van het project, het publiek waarvoor het bestemd is, de modaliteiten voor de evaluatie van het project die voorzien in de deelname van de begunstigden;

2° ondertekend worden door de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vereniging te vertegenwoordigen;

3° vergezeld gaan van de volgende documenten en elementen:

- a) voor de drie jaar van uitvoering van het project, de projectbegrotingen en voor het eerste jaar van het project, de begroting van de vereniging,
- b) de verbintenis om voor ieder gesubsidieerd personeelslid aan de dienst PHARE de kopie van zijn arbeidsovereenkomst te bezorgen,
- c) de verbintenis om vóór de aanstelling van een personeelslid, een uittreksel uit het strafregister te vragen waarvan de afgiftedatum niet meer dan drie maanden aan de datum van indienstneming mag voorafgaan en waarin melding wordt gemaakt van de afwezigheid van iedere veroordeling die onverenigbaar is met de uitgeoefende functie; dit document maakt deel uit van het individuele dossier van ieder personeelslid,
- g) de naam van de contactpersoon voor het project,
- e) de verbintenis om niet het voorwerp uit te maken van een bepaling bedoeld in artikel 3,
- f) ieder ander document dat door de dienst PHARE gevraagd wordt om aan te tonen dat aan de voorwaarden voor de toekenning van subsidies wordt voldaan;

Art. 10. De dienst PHARE bevestigt de ontvangst van de aanvraag en stelt het Lid van het College ervan in kennis.

Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt de dienst PHARE de aanvraag en bezorgt hij ze, binnen 45 dagen na de ontvangst ervan, samen met zijn advies aan het Lid van het College.

Art. 11. De toekenning van een subsidie is onderworpen aan een beslissing van het College.

Deze beslissing specificceert:

1° de aard van het gesubsidieerde project;

2° het bedrag van de subsidie;

3° de schijven van de subsidie en hun betalingsmodaliteiten;

4° de gesubsidieerde activiteitsperiode;

5° de modaliteiten inzake de evaluatie van het project;

6° de in aanmerking komende kosten, zowel wat personeelskosten als wat algemene kosten betreft;

7° afhankelijk van de aard van het project, de eventuele opvolging door een begeleidingscomité samengesteld uit vertegenwoordigers van het Lid van het College, van de dienst PHARE, van de Adviesraad en van de aanvrager, alsook uit deskundigen.

De dienst PHARE stuurt een kopie van de beslissing van het College naar de aanvrager, vergezeld van de praktische instructies in verband met de toekenning van de subsidie.

Art. 12. Om het eventuele aandeel te bepalen van de subsidie in verband met het personeel dat in het kader van een project wordt aangesteld, worden de functies, barema's, lasten en voordelen toegepast die zijn vastgesteld in het NM-besluit.

Indien het project functies integreert die niet opgenomen zijn in deze bepalingen, dan stelt de dienst PHARE ze gelijk met de functies die deze functies het meest benaderen met inachtneming van de diplomaverenisten.

Afdeling 3. — erkende specifieke projecten

Art. 13. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet kan een vzw een erkennings- en subsidieaanvraag indienen voor een periode van maximaal vijf jaar voor een specifiek project met betrekking tot de inclusie van een persoon met een handicap. Dit project beoogt ofwel tegemoet te komen aan nieuwe of niet-ingevulde behoeften ofwel het bestaande aanbod te verbeteren.

Het project wordt voornamelijk ontwikkeld op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De vzw heeft voor hetzelfde doel een subsidie gekregen die werd toegekend overeenkomstig de artikelen 96 en 97 van het decreet tijdens één van de jaren die voorafgaan aan de beoogde activiteitsperiode.

Art. 14. De in artikel 13 bedoelde aanvraag moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

1° ten minste zes maanden vóór het begin van de gesubsidieerde activiteitsperiode met behulp van het door de dienst PHARE vastgestelde formulier ingediend worden bij de dienst PHARE. Dit formulier specificceert ten minste de identiteit van de aanvrager, het voorwerp van de aanvraag, de beschrijving van het project, het publiek waarvoor het bestemd is, de duur van de gevraagde erkenning, de modaliteiten voor de evaluatie van het project die voorzien in de deelname van de begunstigden;

2° ondertekend worden door de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw te vertegenwoordigen;

3° vergezeld gaan van de volgende documenten en elementen:

a) voor de periode van het project, de projectbegrotingen en voor het eerste jaar van het project, de begroting van de vzw,

b) het laatste jaarlijkse activiteitenverslag,

c) de laatste rekeningen en balans en het bewijs van hun neerlegging bij de Nationale Bank van België en bij de griffie van de rechtbank van koophandel,

d) een attest bevestiging bankidentiteit,

e) de naam van de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw te vertegenwoordigen en het bewijs dat hij of zij aangewezen is of zijn in overeenstemming met de statutaire bepalingen,

f) de naam van de contactpersoon voor het project,

g) de verbintenis om niet het voorwerp uit te maken van een bepaling bedoeld in artikel 3,

h) de verbintenis om ervoor te zorgen dat de activiteit toegankelijk is voor het opgevangen publiek,

i) de verbintenis om voor ieder gesubsidieerd personeelslid aan de dienst PHARE de kopie van zijn arbeidsovereenkomst te bezorgen,

j) de verbintenis om vóór de aanstelling van een personeelslid, een uittreksel uit het strafregister te vragen waarvan de afgiftedatum niet meer dan drie maanden aan de datum van indienstneming mag voorafgaan en waarin melding wordt gemaakt van de afwezigheid van iedere veroordeling die onverenigbaar is met de uitgeoefende functie; dit document maakt deel uit van het individuele dossier van ieder personeelslid,

k) de verbintenis om de dienst PHARE binnen vijftien dagen in kennis te stellen van iedere wijziging met betrekking tot de erkennings- en subsidiëringvoorwaarden,

l) de verbintenis om zich te richten naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en regelgevende bepalingen waaraan de vzw onderworpen is,

m) ieder ander document dat door de dienst PHARE gevraagd wordt om aan te tonen dat aan de voorwaarden voor de toekenning van subsidies wordt voldaan,

De verenigingen worden ervan vrijgesteld de in het punt 3°, b) tot e) bedoelde documenten bij te voegen.

Art. 15. De dienst PHARE bevestigt de ontvangst van de aanvraag en stelt het Lid van het College ervan in kennis.

Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt de dienst PHARE de aanvraag en bezorgt hij ze, binnen 45 dagen na de ontvangst ervan, samen met zijn advies aan het Lid van het College.

Overeenkomstig artikel 99 van het decreet wordt de aanvraag onderworpen aan een advies van de Adviesraad.

Art. 16. De toekenning van een erkennings- en subsidieaanvraag is onderworpen aan een beslissing van het College.

De erkennings- en subsidiebeslissing specificceert:

1° de erkenningsvoorwaarden,

2° de aard, de duur en de doelstellingen van het project en het beoogde publiek,

7° de evaluatiemodaliteiten,

4° de opvolging door een begeleidingscomité samengesteld uit vertegenwoordigers van het Lid van het College, van de dienst PHARE, van de Adviesraad en van de aanvrager, alsook uit deskundigen.

5° het gesubsidieerde personeelsteam, in aantal en functies, met inachtneming van de bepalingen van het NM-besluit,

6° het maximale jaarlijkse bedrag van de gesubsidieerde algemene kosten,

7° de in aanmerking komende kosten, zowel wat personeelskosten als wat algemene kosten betreft,

8° de modaliteiten inzake de aanpassing van de subsidies op basis van de evolutie van de index, de veranderingen in het personeel en de evolutie van zijn anciënniteit; deze modaliteiten zijn identiek aan degene die van toepassing zijn op de centra, diensten en woningen die in het kader van het decreet worden erkend;

9° de betalingsmodaliteiten en de inhoud van de jaarlijkse subsidieverantwoordingsdossiers,

10° de eventuele deelnamekosten van de personen met een handicap.

De dienst PHARE stuurt een kopie van de beslissing van het College naar de aanvrager, vergezeld van de praktische instructies in verband met de erkenning en de toekenning van subsidies.

Art. 17. Indien in de loop van een project de erkenningsvoorwaarden van een project niet worden nageleefd, dan deelt de dienst PHARE dit mee aan de vzw die over een termijn van dertig dagen beschikt, eventueel eenmalig verlengbaar mits rechtvaardiging, om zich in regel te stellen.

Indien de dienst PHARE na deze termijnen vaststelt dat de tekortkoming nog steeds bestaat, dan deelt hij dit mee aan de vzw en aan het Lid van het College. Na advies van de Adviesraad stelt het Lid van het College een nota op voor het College, die passende maatregelen voorstelt zoals de intrekking van de erkenning en de stopzetting van de subsidie.

De dienst PHARE betekent de beslissing van het College aan de vzw.

Art. 18. Indien het project onder het gesubsidieerde personeel functies integreert die niet opgenomen zijn in de bepalingen van het NM-besluit, dan stelt de dienst PHARE ze gelijk met de functies die deze functies het meest benaderen met inachtneming van de diplomaverreisten.

Art. 19. De vermelding “project erkend door de Franse Gemeenschapscommissie” wordt in de documenten en publicaties van de vzw opgenomen telkens als zij betrekking hebben op het erkende project.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 20. De formulieren voor het aanvragen van de erkenning en/of subsidiëring van een specifiek of innoverend project zijn op verzoek beschikbaar bij de dienst PHARE en op diens website.

Iedere aanvraag moet naar de dienst PHARE gestuurd worden volgens de modaliteiten die deze dienst bepaalt met betrekking tot verzending per post, indiening of elektronische verzending.

Art. 21. De in de artikelen 7, 11 en 16 bedoelde beslissingen van het College verduidelijken of de begunstigde personen met een handicap in aanmerking moeten komen voor de tegemoetkomingen van de hoofdstukken 4, 5 en 6 van het decreet en of zij onderworpen moeten worden aan een beslissing van het multidisciplinaire team van de dienst PHARE zoals ingesteld door artikel 12 van het decreet.

Art. 22. Ieder project moet de modaliteiten vaststellen voor de evaluatie van de gerealiseerde acties door daarin de participatie van de begunstigden op te nemen.

Art. 23. Iedere in het kader van hoofdstuk II ingediende aanvraag voor de verlenging van de erkenning en van de subsidies van een project volgt dezelfde vormen en modaliteiten als de oorspronkelijke aanvraag.

Art. 24. Ieder jaar, uiterlijk tegen 30 april, deelt de dienst PHARE aan de Adviesraad de lijst mee van de begunstigden van de subsidies die het jaar voordien werden toegekend.

BIJLAGE 3. — Labels

Art. 25. Overeenkomstig artikel 100 van het decreet kan een organisatie zich kandidaat stellen voor de toekenning van een label om haar acties ten gunste van de inclusie van personen met een handicap te bevorderen.

Hiertoe antwoordt zij op de krachtens artikel 27 opgestelde oproep tot kandidaatstelling van het College. Haar aanvraag wordt bij de dienst PHARE ingediend op het door deze laatste opgestelde formulier dat toelaat na te gaan of de organisatie de algemene voorwaarden van artikel 26 en de bijzondere voorwaarden van de oproep tot kandidaatstelling naleeft.

Art. 26. De organisatie die kandidaat is voor de toekenning van een label moet voldoen aan de volgende algemene voorwaarden:

1° het voorbeeldige karakter aantonen van haar acties met betrekking tot de inclusie van personen met een handicap;

2° haar hoofdactiviteiten ontwikkelen op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

3° de bepalingen naleven die zijn vastgesteld in artikel 3 van dit besluit;

4° zich niet in een staat van faillissement bevinden, geen gerechtelijk akkoord aangevraagd of verkregen hebben, niet het voorwerp uitmaken van een vordering tot ontbinding en zich niet in een staat van vereffening bevinden.

Art. 27. Voor ieder label stelt het College de specifieke toekenningsvoorwaarden vast.

Deze voorwaarden worden samen met een uiterste datum voor de indiening van de kandidaatstellingen gepubliceerd op de website en in iedere publicatie van de dienst PHARE.

Zij kunnen betrekking hebben op:

- 1° de selectie, de werving en het beheer van het personeel;
- 2° het voorzien in redelijke aanpassingen;
- 3° interne en externe communicatie;
- 4° de toegankelijkheid;
- 5° de aangeboden diensten.

Art. 28. Er wordt een jury samengesteld om de kandidaatstellingen te beoordelen. Deze is samengesteld uit een vertegenwoordiger van het Lid van het College, drie vertegenwoordigers van de dienst PHARE, drie vertegenwoordigers van de Adviesraad ieder uit hun midden aangewezen en, in voorkomend geval, deskundigen. De jury stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

De kandidaatstellingen worden verstuurd naar de dienst PHARE die binnen vijftien dagen de ontvangst ervan bevestigt. De dienst PHARE bezorgt aan het Lid van het College de beoordeling van de kandidaatstellingen door de jury.

Art. 29. De toekenning van de labels is onderworpen aan een beslissing van het College.

Het label wordt toegekend voor een periode van drie kalenderjaren die aangegeven worden op het model van het label.

De dienst PHARE stuurt een kopie van de beslissing van het College naar de aanvrager, vergezeld van de modaliteiten voor het gebruik van het label door de organisatie.

Deze modaliteiten voorzien in de uithanging van het label aan de ingang en in het gebouw van de organisatie en in de opname ervan op alle brieven, e-mails, websites en intranetsites, documenten of publicaties van de organisatie tijdens de periode vastgesteld in artikel 29.

Art. 30. Het College trekt het label in:

- 1° indien blijkt dat het werd toegekend op basis van een valse of onjuiste verklaring;
- 2° wanneer de dienst PHARE op basis van een gemotiveerd verslag vaststelt dat aan één van de voorwaarden in verband met de toekenning of het gebruik ervan niet meer wordt voldaan. Dit verslag wordt meegedeeld aan de organisatie die over een termijn van dertig dagen beschikt - eventueel eenmalig verlengbaar mits rechtvaardiging - om zich in regel te stellen. Indien de dienst PHARE na deze termijnen vaststelt dat de tekortkoming nog steeds bestaat, dan deelt hij dit mee aan de organisatie en aan het Lid van het College dat aan het College kan voorstellen om het label in te trekken.

Nadat de organisatie van de dienst PHARE de beslissing van het College heeft ontvangen, mag de organisatie het label niet meer gebruiken.

BIJLAGE 4. — *Representatieve verenigingen van personen met een handicap en hun familie*

Art. 31. Overeenkomstig artikel 101 van het decreet kan een vzw een aanvraag indienen om erkend te worden als representatieve vereniging van personen met een handicap en hun familie.

Art. 32. De vzw die een in artikel 31 bedoelde aanvraag indient, moet voldoen aan de volgende erkenningsvoorwaarden:

- 1° als hoofddoel hebben: het verstrekken van hulp, steun, advies en informatie aan personen met een handicap en de verdediging en bevordering van hun rechten op inclusie in de maatschappij;
- 2° op regelmatige wijze zijn activiteiten op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ontwikkelen, voornamelijk ten behoeve van het publiek dat bedoeld wordt in het decreet en van de mantelzorgers die de personen met een handicap ondersteunen;
- 3° tijdens de afgelopen drie jaar meerdere keren per jaar voor de leden een contactbulletin in een aangepast formaat uitgegeven hebben;
- 4° een website met informatie beheren en up-to-date houden waarop de aan haar leden aangeboden diensten en activiteiten worden voorgesteld;
- 5° gedurende ieder van de drie jaar voorafgaand aan de erkenningsaanvraag meer dan 50 regelmatig ingeschreven en, in voorkomend geval, bijdragebetalende leden tellen die woonachtig zijn in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- 6° ieder jaar een activiteitenverslag opstellen met daarin vermelding van de aard en de frequentie van de activiteiten en van het aantal leden en hun gewestelijke verdeling op basis van hun woonplaats.

Art. 33. De in artikel 31 bedoelde aanvraag moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

- 1° ingediend worden met behulp van het door de dienst PHARE vastgestelde formulier;
- 2° ondertekend worden door de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw te vertegenwoordigen;
- 3° vergezeld gaan van de volgende documenten en elementen:
 - a) de jaarverslagen van de afgelopen drie jaar,
 - b) het bewijs van het feit dat de vzw gedurende ieder van de drie jaar voorafgaand aan de erkenningsaanvraag meer dan 50 regelmatig ingeschreven en, in voorkomend geval, bijdragebetalende leden telde woonachtig in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

c) de tijdens de afgelopen drie jaar verstuurde contactbulletins ten behoeve van de leden;

d) de naam van de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw te vertegenwoordigen en het bewijs dat hij of zij aangewezen is of zijn in overeenstemming met de statutaire bepalingen;

e) ieder ander document dat door de dienst PHARE gevraagd wordt om aan te tonen dat aan de erkenningsvoorwaarden wordt voldaan;

Art. 34. Het erkenningsaanvraagformulier is op verzoek beschikbaar bij de dienst PHARE en op diens website.

De aanvraag wordt naar de dienst PHARE gestuurd volgens de modaliteiten die deze dienst bepaalt met betrekking tot verzending per post, indiening of elektronische verzending.

Art. 35. De dienst PHARE bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen en deelt aan de vzw mee of het dossier volledig is.

Hij onderzoekt de aanvraag die hij voor advies bezorgt aan de Adviesraad.

De erkenning is onderworpen aan een beslissing van het College.

De dienst PHARE stuurt een kopie van de beslissing van het College naar de aanvrager.

Art. 36. De erkenning van een representatieve vereniging van personen met een handicap en hun familie wordt toegekend voor een periode van 7 jaar vanaf de datum van de beslissing van het College.

Art. 37. Het College trekt de erkenning: in:

1° indien blijkt dat ze werd toegekend op basis van een valse of onjuiste verklaring;

2° wanneer de dienst PHARE op basis van een gemotiveerd verslag vaststelt dat niet meer aan één van de erkenningsvoorwaarden wordt voldaan. Dit verslag wordt meegedeeld aan de vzw die over een termijn van dertig dagen beschikt om zich in regel te stellen. Indien de dienst PHARE na deze termijn vaststelt dat de tekortkoming nog steeds bestaat, dan deelt hij dit mee aan de vzw en aan het Lid van het College dat na advies van de Adviesraad aan het College kan voorstellen om de erkenning in te trekken.

Nadat de vzw van de dienst PHARE de beslissing van het College heeft ontvangen, is de vzw niet meer erkend als representatieve vereniging van personen met een handicap.

BIJLAGE 5. — Representatieve verenigingen van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap

Art. 38. Overeenkomstig artikel 101 van het decreet kan een vzw vragen om erkend te worden als representatieve vereniging van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap.

Art. 39. De vzw die een in artikel 38 bedoelde aanvraag indient, moet voldoen aan de volgende erkenningsvoorwaarden:

1° als hoofddoel hebben: het verstrekken van hulp, steun, advies en informatie aan en het verdedigen van de belangen van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap;

2° op regelmatige wijze zijn activiteiten ten behoeve van verenigingen ontwikkelen;

3° een website met informatie beheren en up-to-date houden waarop haar actieterrein voorgesteld wordt en praktische informatie verzameld wordt in verband met haar leden;

4° ieder jaar een activiteitenverslag opstellen met daarin vermelding van de aard en de frequentie van de activiteiten en van het aantal leden en hun gewestelijke verdeling op basis van hun maatschappelijke zetel;

5° gedurende ieder van de drie jaar voorafgaand aan de erkenningsaanvraag meer dan 10 regelmatig ingeschreven en, in voorkomend geval, bijdragebetalende verenigingen tellen die hun activiteiten voornamelijk ontwikkelen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Art. 40. De in artikel 38 bedoelde aanvraag moet beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

1° ingediend worden met behulp van het door de dienst PHARE vastgestelde formulier;

2° ondertekend worden door de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw te vertegenwoordigen;

3° vergezeld gaan van de volgende documenten en elementen:

a) de jaarverslagen van de afgelopen drie jaar,

b) het bewijs van het feit dat de vzw gedurende ieder van de drie jaar voorafgaand aan de erkenningsaanvraag meer dan 10 regelmatig ingeschreven en, in voorkomend geval, bijdragebetalende verenigingen telde die hun activiteiten voornamelijk ontwikkelen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,

c) de naam van de persoon of personen die gemachtigd is of zijn om de vzw te vertegenwoordigen en het bewijs dat hij of zij aangewezen is of zijn in overeenstemming met de statutaire bepalingen;

d) ieder ander document dat door de dienst PHARE gevraagd wordt om aan te tonen dat aan de erkenningsvoorwaarden wordt voldaan.

Art. 41. Het erkenningsaanvraagformulier is op verzoek beschikbaar bij de dienst PHARE en op diens website.

De aanvraag wordt naar de dienst PHARE gestuurd volgens de modaliteiten die deze dienst bepaalt met betrekking tot verzending per post, indiening of elektronische verzending.

Art. 42. De dienst PHARE bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen en deelt aan de aanvrager mee of het dossier volledig is.

Hij onderzoekt de aanvraag die hij voor advies bezorgt aan de Adviesraad.

De erkenning is onderworpen aan een beslissing van het College.

De dienst PHARE stuurt een kopie van de beslissing van het College naar de aanvrager.

Art. 43. De erkenning van een representatieve vereniging van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap wordt toegekend voor een periode van 7 jaar vanaf de datum van de beslissing van het College.

Art. 44. Het College trekt de erkenning in:

1° indien blijkt dat ze werd toegekend op basis van een valse of onjuiste verklaring;

2° wanneer de dienst PHARE op basis van een gemotiveerd verslag vaststelt dat niet meer aan één van de erkenningsvoorwaarden wordt voldaan. Dit verslag wordt meegedeeld aan de vzw die over een termijn van dertig dagen beschikt om zich in regel te stellen. Indien de dienst PHARE na deze termijn vaststelt dat de tekortkoming nog steeds bestaat, dan deelt hij dit mee aan de vzw en aan het Lid van het College dat na advies van de Adviesraad aan het College kan voorstellen om de erkenning in te trekken.

Nadat de vzw van de dienst PHARE de beslissing van het College heeft ontvangen, is de vzw niet meer erkend als representatieve vereniging van werkgevers in de sector van de bijstand aan personen met een handicap.

BIJLAGE 6. — *Overgangsbepalingen*

Art. 45. Voor de aanvragen bedoeld in artikel 13 van dit besluit wordt de indieningstermijn vóór het begin van de gesubsidieerde activiteitenperiode verminderd tot 3 maanden indien het begin van de activiteit vóór 1 juli 2018 valt.

Art. 46. Voor deze zelfde aanvragen wordt het feit dat vóór 1 januari 2018 en voor hetzelfde voorwerp van de dienst PHARE een subsidie verkregen werd voor een niet-erkende activiteit gelijkgesteld met de voorwaarde vastgesteld in artikel 13, lid 3, op basis van het aantal in aanmerking genomen jaren.

BIJLAGE 7. — *Slotbepalingen*

Art. 47. Treden in werking op 1 januari 2018:

1° het artikel 32 en de afdelingen 3 en 4 van het hoofdstuk 7 van het decreet; 2° dit besluit.

Art. 48. Het Lid van het College is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 november 2017.

Voor het College :

De minister-president van het College belast met de Begroting,
F. LAANAN

De minister, Lid van het College belast met de Bijstand aan Personen met een handicap,
C. FREMAULT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/31701]

Conseil d'Etat. — Dérogation

Par arrêté royal du 21 novembre 2017, M. Tim CORTHAUT, auditeur au Conseil d'Etat, est autorisé à exercer le mandat de professeur invité à temps partiel (5 %) à l'Institut voor Europees recht de la Katholieke Universiteit Leuven pendant la période d'un an prenant cours le 1^{er} octobre 2017 et se terminant le 30 septembre 2018, ainsi que la fonction de chargé de cours à temps partiel (10 %) à la Faculté de Droit et Criminologie de la Vrije Universiteit Brussel pour le cours 'European Public Law' en année 'master' pendant la période du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2019.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/31701]

Raad van State. — Afwijking

Bij koninklijk besluit van 21 november 2017, wordt de heer Tim CORTHAUT, auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om het mandaat uit te oefenen van deeltijds gastdocent (5 %) aan het Instituut voor Europees recht van de Katholieke Universiteit Leuven en dit voor de periode van 1 oktober 2017 tot 30 september 2018 en om verder het ambt van tijdelijk docent met deeltijdse opdracht (10 %) uit te oefenen aan de faculteit Recht en Criminologie van de Vrije Universiteit Brussel, voor het mastervak 'European Public Law', en dit voor de periode van 1 oktober 2017 tot 30 september 2019.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/31906]

Conseil de discipline des membres du personnel des services de police. — Assesseeur externe suppléant pour la Chambre francophone. — Abrogation

Par arrêté ministériel du 4 décembre 2017, l'arrêté ministériel du 19 mai 2016 portant renouvellement de M. Bruno BOËL pour une période de deux ans, à partir du 1^{er} février 2016, comme assesseeur externe suppléant au sein de la Chambre francophone du Conseil de discipline des membres du personnel des services de police est abrogé.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/31906]

Tuchtraad van de personeelsleden van de politiediensten. — Extern plaatsvervangend bijzitter voor de Franstalige kamer. — Opheffing

Bij ministerieel besluit van 4 december 2017, wordt het ministerieel besluit van 19 mei 2016 houdende hernieuwing van de heer Bruno BOËL als extern plaatsvervangend bijzitter voor de Franstalige kamer van de Tuchtraad van de personeelsleden van de politiediensten voor een termijn van twee jaar met ingang van 1 februari 2016, opgeheven.

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.